

« Confus et déconfits,

Dès qu'on fut confinés :

Le conflit naît. »

L'auteur est un homme blanc de trente-cinq ans, belge, résidant à Liège ; philosophe de formation, membre de l'internationale du prolétariat intellectuel que secrète, depuis plusieurs décennies, le capitalisme cognitif, il était employé à titre temporaire dans une haute école namuroise lorsque l'état d'exception imposé par la crise – sanitaire, et tout aussi bien sociale, économique, politique – du Covid-19 le surprit. On ne livrera cependant pas ici les états d'âme d'un philosophe confiné, ni une interprétation ambitieuse et dûment informée de cette crise¹ – on veut simplement marquer, à chaud, *trois points d'orientation politique* indispensables dans cette période troublée.

Critique

L'être humain est capable de s'adapter à des situations inattendues et pénibles – ici le confinement –, il peut s'accoutumer à des situations exceptionnelles, y compris lorsqu'elles lui semblent, au départ, intolérables. Mais s'habituer, « faire avec », donc accepter, n'implique pas de renoncer à réfléchir, voire à critiquer, c'est-à-dire, dans ce cas, à questionner la légitimité de mesures créant une situation de fait inhabituelle, un réel état d'exception. Au premier temps du confinement, il y a une quinzaine de jours, j'ai entendu s'élever à gauche – en fait à l'« ultragauche » – des voix très critiques ; j'ai également observé, dans le chef d'individus frustrés dans leur désir de circuler librement et de jouir sans entraves, diverses façons de moquer les mesures gouvernementales, et de relativiser l'importance de la crise sanitaire. Dans les deux cas, quoique pour des raisons différentes, la légitimité du confinement aujourd'hui imposé à plus d'un tiers de la population mondiale était mise en doute.

Face à de telles attitudes, on ne peut répéter que ceci. Ce virus est un *phénomène vivant*, et né au lieu où se rencontrent différentes espèces de vivants. Aussi bien, il est, il sera, comme l'est tout phénomène de la vie, « expérience, improvisation, utilisation des occurrences, tentative dans tous les sens » (Canguilhem). Personne ne peut donc prédire, à cette heure, la nature de son devenir, ni celle de ses conséquences pour l'espèce humaine. Scénario catastrophe manière grippe espagnole, tempête dans un verre d'eau style épidémie saisonnière, on ne sait, et il est inutile de brandir tel expert contre tel autre pour se donner raison. Il faut accepter que la controverse scientifique ne puisse être actuellement tranchée, et donc *se résigner à ne pas avoir raison*, à ne pas savoir, à vivre dans l'incertitude un moment à l'issue incertaine.

Une seule chose est certaine : dans divers pays, y compris dans certains secteurs privilégiés de la vieille Europe, les hôpitaux, notamment les services de soins intensifs, sont surchargés, dépassés et parent au plus pressé. Des humains meurent par milliers, secrètement (que se passe-t-il exactement dans les « institutions totales », prisons, maison de repos, asiles, etc. ?), ou visiblement, certains à même le sol, « comme des chiens », ainsi qu'on a pu le dire à propos de l'Italie, ou dans une atmosphère qui n'est pas sans rappeler la disparition de Gregor Samsa, le cloporte de *La Métamorphose*, finalement jeté aux ordures par sa propre famille. Une autre chose ne fait pas de doute : les catégories socialement et économiquement vulnérables sont les plus exposées : les personnes âgées,

les travailleurs pauvres – qui relèvent si souvent, parce que le monde est bien fait, des « activités essentielles » auxquelles ne s'applique pas le confinement –, les sans-abri et le menu peuple des marginaux, toxicomanes, prostitué(e)s, etc., les êtres humains enfermés, je l'ai dit, ceux qui tirent leurs moyens de subsistance de trafics normalement tolérés, les réfugiés, aussi, dont Thucydide disait déjà, lors de l'épidémie de peste qui ravagea l'Athènes de Périclès, qu'ils « furent particulièrement éprouvés », etc., etc. Autant de catégories victimes d'un cercle vicieux terrifiant, et qui ne l'est pas moins en contexte « normal », où la précarité économique nourrit la fragilité physique (et psychique), et réciproquement. Cette situation, il faut l'admettre, doit aujourd'hui borner l'esprit d'insoumission et de rétivité qu'il convient, sinon, d'encourager. Il est indiscutable que les individus bénéficiant d'un cadre de vie supportable ont le devoir moral de tout mettre en œuvre afin de ne pas encombrer les hôpitaux – donc de respecter scrupuleusement les mesures de confinement –, s'ils ne souhaitent pas que le tri des populations hospitalisées s'effectue, ce qui sera alors « naturellement » le cas, au détriment des plus vulnérables.

Ceci dit, voilà qui n'empêche pas d'être attentif à la dimension politiquement inquiétante du présent état d'exception et de certaines mesures qui, si elles ont l'intérêt de démontrer, par l'absurde, qu'un État-Providence aurait été mieux à même de faire face à pareille crise que l'État néolibéral, dessinent aussi en creux, malheureusement, la figure moins sympathique de l'État capitaliste de demain et du style de vie qui lui convient. Cette figure et ce style sont connus, mais on peut craindre qu'elles trouvent bientôt à se déployer plus largement. Je pense, en vrac : au repli sur la sphère privée, intime, familiale, au détriment de l'espace public et politique (on est semble-t-il si bien « chez soi ») ; à l'aseptisation des rapports sociaux, sur fond de peur fantasmagorique de l'autre, de l'étranger, et de valorisation narcissique de son « capital santé » ; à la création de dispositifs de contrôle et de surveillance des populations plus précis et insidieux, et à l'encouragement de la délation ; au chantage à la responsabilité individuelle et, dans la foulée, à la discrimination symbolique des classes populaires, notamment d'origine immigrée (ces irresponsables dont on ignore pourquoi ils s'entêtent à se retrouver dehors...) ; à la virtualisation et à l'individualisation, donc à la dépolitisation, des rapports de travail (on pouvait lire dans la presse cette semaine qu'au point de vue du « télétravail », « on ne reviendrait pas en arrière ») ; à la mise à mort des humanités classiques et critiques par la généralisation de l'enseignement à distance, de l'*e-learning* (au mépris des inégalités matérielles et symboliques d'accès à ces outils) ; à la recrudescence de l'irrationalisme (théories du complot, racisme, scientisme, *fake news*, sectes et religions) ; au triomphe, enfin, de l'industrie culturelle numérique, l'ultime liant social, qui renforcera l'ensemble des phénomènes évoqués, tout en s'en nourrissant.

Concluons : s'il devait bientôt apparaître que notre système de soins de santé est effectivement capable d'absorber le choc sans sacrifier ni les classes populaires, ni les marginaux, ni les personnes âgées, et si, dans le même temps, les mesures de confinement devaient persister voire se renforcer, ce sera le moment, alors, de s'inquiéter, d'en appeler à la désobéissance civile, voire – conformément à la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* de 1793 – à la révolte, à l'insurrection. D'ici là, résignation et attente, mais critiques : essais de faire circuler, malgré tout, quelques idées, ébauches d'analyse, bribes de récits.

Diagnostic

Cette attente se déroule dans un climat certes angoissant, mais qui a aussi ses qualités. À titre personnel – en tant que « privilégié » : pas d'enfant, un jardin –, c'est un climat que je juge très convenable. Moins d'avions et moins d'automobiles, c'est davantage d'étoiles dans le ciel, y compris dans le ciel des métropoles ; c'est l'atténuation ou la quasi-disparition de nuisances qui, en plus de rendre la vie largement invivable – bruit et pollution, laideur et saletés –, constituent des causes notoires de la crise en question. Et comment ne pas se réjouir du gel partiel d'une série d'activités aliénantes, qu'elles aient pour but le profit (travail), la domestication (école), la propagande (spectacles culturels et sportifs) ou l'abrutissement (pseudo-fêtes) ? Comment ne pas se féliciter, surtout, de la mise à l'arrêt de l'industrie du tourisme ? À cet égard, le Covid-19, qui est une affreuse maladie, agit aussi comme un remède, un médicament capable de soigner des maux que l'on pouvait croire incurables (le tourisme !). Cela est plutôt agréable, comme le sont les images de ces dauphins cabriolant dans les eaux du port de Cagliari. En un sens, la situation devient bizarrement *ironique*, au moins quand on a l'ironie cruelle – et peut-être élitiste... –, puisque, pour une fois, un certain nombre de personnes qui, sans être pleinement intégrées à la société marchande, bénéficient cependant de certains de ses avantages – ceci sans vivre leur vie « à flux tendu », se faire entrepreneurs d'eux-mêmes, et multiplier les réseaux, les connexions, les projets – se trouvent bien moins dépourvus, maintenant que la maladie est venue, que ceux qui, jusque-là, mettaient leur point d'honneur à obéir aux injonctions du Capital et de l'État, et plaçaient leurs espoirs de salut personnel, ou de « réalisation de soi », dans le conformisme consumériste. « Confinement : comment ne pas devenir fou ? », se demande gravement la presse, tandis qu'un certain genre d'humains, enfin déculpabilisés, s'adonnent aux activités qui n'ont jamais rendu fous que les moins contemplatifs : lire et bricoler, écrire et paresser, fixer le mur.

Mais enfin, l'important n'est pas là. L'intérêt politique majeur de cette crise est qu'elle jette une lumière crue sur un ensemble de réalités qui structurent très profondément notre formation sociale, mais qui, habituellement, n'apparaissent pas, ou peu. Ainsi, il est réjouissant de voir apparaître en plein jour le fait suivant, normalement occulté : la mission première de l'État n'est pas la protection de ses citoyens, mais la rencontre et la promotion des intérêts du Capital ; le Premier Ministre n'est pas un grand frère parfois autoritaire mais toujours bienveillant, il est un « fondé de pouvoir du Capital » (Marx). C'est ce qu'il devient impossible d'ignorer lorsque l'on observe les contorsions d'un gouvernement qui, d'un côté, impose un confinement généralisé, mais doit aussi ménager la continuité des affaires économiques : on sacrifiera donc certains salariés – notamment le personnel des grands magasins – quand il n'est pourtant pas établi, ni que leur activité soit réellement indispensable (on pourrait aussi rogner sur les envies du consommateur), ni que l'on doive sacrifier précisément cette personne plutôt qu'une autre (on pourrait aussi imposer à quelqu'un d'autre de prendre, pour un moment, sa place, bref imposer une rotation). Ce qui est ainsi brutalement éclairé, c'est le fait que, dans une société comme la nôtre, toutes les vies n'ont décidément pas la même valeur. Lorsque le travail est pour certains un choix, presque un loisir, il est pour d'autres le lieu même du renoncement à soi, de l'aliénation, le lieu où se déploie une violence non seulement symbolique, mais aussi matérielle, synonyme de souffrances et de vies volées. On ne pourra désormais plus nier que ceci ne relève ni de la fatalité, ni de la responsabilité individuelle de chacun : qu'il s'agit au contraire de la *vérité* même de notre société, dont la reproduction dépend *structurellement* de la création puis de la gestion de l'*inégalité*.

Ce diagnostic posé à propos du travail vaut pour d'autres secteurs. La crise oblige enfin à

voir en face la nature structurellement inégalitaire des politiques menées depuis quatre décennies en matière de logement, d'immigration, de soins hospitaliers, de soins aux personnes âgées. Elle ne permet plus davantage d'ignorer, en outre, que notre société non seulement tolère, mais *dépend* de l'existence de *no man's land* – exemplairement les prisons et les centres fermés – où l'état d'exception et l'ultra-violence sont depuis toujours la norme. Pour le dire vite, on a ici le sentiment que le confinement est destiné à se casser les dents sur les humains que l'on fait vivre chaque jour comme des chiens – et qu'on risque bien de laisser mourir comme tels.

Du point de vue philosophique et politique, on peut enfin tirer de cette situation une autre leçon d'importance. Par son intervention autoritaire – inconnue, par chez nous, de toute personne âgée de moins de quatre-vingts ans –, le gouvernement a le mérite de rappeler tout un chacun à la réalité de sa condition. Non, nous ne sommes pas d'abord et avant tout de petits centres libres d'auto-décision (« Je vais où je veux quand je veux avec qui je veux consommer ce que je veux ! »), ainsi que l'idéologie libérale tente inlassablement de nous en convaincre ; avant d'être des individus autonomes, nous sommes des *sujets sociaux* : nous sommes, originairement, que nous le voulions ou non, les produits – les fonctions, les dérivées, comme on voudra... – d'une certaine structure sociale. Ce qui signifie en vrai que c'est toujours dans les limites que déterminent l'État et le Capital – et l'état de leurs rapports – que se déroulent nos vies, que s'exerce ce que nous appelons notre liberté. Ce point est d'une grande portée politique. Il implique que tout changement de quelque importance dans l'existence ne peut naître d'une simple décision individuelle, par libre décret de notre volonté ; mais toujours d'une transformation de cette structure sociale elle-même (quoique celle-ci, bien sûr, doive aller de pair avec une réforme individuelle : c'est un point que l'on peut laisser tomber ici). Cette crise a donc le mérite de nous rappeler, et ce de façon très vive, au cœur même de la vie quotidienne, que nous sommes moins des individus libres que des produits sociaux ; et dès lors que si nous voulons avoir prise sur ce monde, ni l'attitude morale ni le travail éthique de soi sur soi ne peuvent suffire : il y faut une pratique politique transformatrice collective organisée.

Pronostic

Voilà ce dont il faudra se souvenir, après, puisqu'il y aura, c'est vrai, un avant et un après. C'est le point le plus compliqué : quelles seront les *conséquences politiques* de cette crise (par défaut de compétence, je dois laisser de côté l'aspect économique de la question) ? Soyons clairs : cette crise n'a et ne peut avoir nulle qualité, nulle valeur politique intrinsèque : elle n'est ni bonne ni mauvaise en soi, ce qui est dire, positivement, que sa valeur et son impact politiques dépendront de ce que nous en ferons, de la manière dont les groupes humains intéressés s'en empareront. Ce moment encouragera-t-il le développement d'une conflictualité sociale d'un niveau très intense ? Rien n'est moins sûr. Mais on peut espérer qu'il contribue à accuser la contradiction entre ceux qui veulent de ce monde (aseptisé, sous cloche) et puis les autres ; ou, en d'autres termes, qu'il concoure à la formation d'une conscience un peu plus nette des intérêts contradictoires des uns des autres – ce qui ne serait déjà pas si mal. Mais voilà qui suppose de refuser certaines attitudes pour en privilégier d'autres.

Il convient évidemment de n'accorder aucune attention au brouhaha médiatique, aussi envahissant soit-il ; de rappeler chaque fois que cela est possible que le délire chiffré par lequel on tente de nous assommer chaque soir n'a après tout aucune signification, ne se

réfère à aucune donnée réelle pertinente dès lors que tout le monde, mort ou vif, n'est pas régulièrement soumis à un test de dépistage fiable. De même, il faut dénoncer la manière dont la rumeur médiatique, en nous expliquant aujourd'hui qu'il faut nettoyer ses marchandises alimentaires avant de les mettre au frigo, et le lendemain qu'il est absolument nécessaire de laisser ses chaussures hors de chez soi, empêche purement et simplement les humains de penser et d'évaluer les risques par eux-mêmes et collectivement, tout en les détournant d'autres questions, certainement plus essentielles (esquissées ici même, point deux).

On évitera également de promouvoir des explications de style mystique *new age* - « la Terre, ou déesse-Gaïa, se révolte : *homo sapiens*, et surtout la rationalité occidentale, lui ont fait tant de mal » -, qui ont le grave défaut de ne rien expliquer du tout, puisqu'elles ne permettent ni d'identifier des causes historiques précises (qui relèvent certes d'une histoire longue, dont la colonisation et la révolution industrielle sont des étapes essentielles, mais aussi d'une histoire beaucoup plus courte, qui n'est pas celle de la rationalité occidentale, mais celle de la raison néolibérale), ni d'établir la responsabilité politique des uns et des autres (ce n'est certes pas l'humanité en général qui est responsable de cet état de fait, mais une classe sociale déterminée, qui a poussé ses intérêts de façon intelligente et offensive depuis plus de quarante ans).

Enfin, il ne faudrait pas que les élans de solidarité abstraite (les applaudissements rituels à destination du personnel soignant) et un certain effet de sidération (« union sacrée », « union nationale »), empêchent de voir et la réalité des choses, et la nature des causes. On ne perdra d'abord pas de vue que, dans un style soit martial (France), soit maternel (Belgique), la classe dirigeante continue de parler la langue du pouvoir - dans les deux cas celle du *management* - et de promouvoir ses intérêts - ou ceux de ses maîtres. Les citoyens-applaudisseurs devront également se souvenir que cette crise a été gérée en amont de façon épouvantable ou, plus exactement, qu'elle n'a pas du tout été anticipée - or qui pouvait ignorer, à moins d'un remarquable effort de dénégation, que le 21^e siècle serait celui des crises environnementales, et donc des maladies zoonotiques : ce que la Chine semble-t-il sait mieux que nous... Mais ils devront également se rappeler que le personnel politique, visiblement épouvanté, s'est borné à gérer au jour le jour un problème dont il ne pouvait même pas penser les coordonnées. De là une série d'épisodes relevant et de la tragédie - la destruction de million de masques FFP2, et leur non remplacement, gouvernement d'ultra-droite et budget d'austérité obligent - et de la farce - le confinement policier d'une population entière, parce qu'il n'y a pas de tests dépistage fiables disponibles permettant d'évaluer correctement la situation.

Il ne faudra pas non plus oublier que cette crise a des responsables, que l'on peut désigner non seulement en termes de classe sociale, mais aussi de parti, et de personnes. Les partis de la droite néolibérale, au premier chef ; mais aussi ceux dits de gauche qui, en dépit de différences qualitatives réelles - ceux-ci au moins achetaient des masques FFP2... -, ont cependant soutenu et imposé les mesures politiques qui nous ont conduits dans la présente impasse : on pense à la destruction concertée de l'ensemble des services publics, spécialement hospitaliers. Mais on devra aussi se souvenir que la gauche « critique » porte sa part de responsabilité : parce que tandis que l'on engrangeait d'importantes victoires sur le terrain de l'écriture inclusive, ou que l'on se questionnait avec componction sur la possibilité de radicaliser la transition agro-écologique, on échouait surtout à créer un discours politique clair et tranchant, en prise avec les intérêts réels des classes populaires ; et à aborder les yeux dessillés les enjeux mortels auxquels l'humanité entière - et non plus simplement les peuples anciennement colonisés - allait bientôt devoir s'affronter.

Doit-on pour autant sombrer dans la dénonciation rancuneuse et un pessimisme affecté ? Ne peut-on espérer, après tout, que nos concitoyens, même les moins politisés, *ne* succombent *pas* à une crise d'amnésie collective ? Tout n'est-il pas clair, désormais ? Puisque c'est bien l'esprit de rapine, un rapport prédateur à l'environnement et au monde animal – dans le cas présent la déforestation et le trafic d'animaux sauvages –, qui sont à l'origine du mal et se sont révélés « gravement préjudiciables à des milliers de victimes sans défense » (comme l'écrivait Leopardi au sujet de l'épidémie de choléra de 1836) ? Et qui ne voit désormais que ce rapport de prédation trouve lui-même son origine dans la nécessité en fait structurelle, pour l'État capitaliste, de subordonner en dernière instance l'intérêt vital des populations à de sordides considérations économiques (l'affaire des masques) ? Que cela ne peut manquer d'arriver dès lors que l'infinimentisme du profit à destination de quelques-uns est rendue possible par la vie austère faite à tous les autres ? Gageons que, sous peu, chacun se rappellera ceci : tant que la réalité concrète de ce que l'on appelle « marché » consiste en la rencontre d'animaux sauvages empilés dans des cages d'acier et d'humains entassés dans des cages à poule ; et tant que le critère ultime de la santé, pour notre formation sociale, sera la vitalité d'une série d'actifs plus ou moins pourris s'échangeant plus ou moins vite sur des marchés financiers plus ou moins « rassurés » ou inquiets », alors il ne fait pas le moindre doute que les pandémies de ce type se renouvelleront très bientôt, et que nous serons tous touchés.

L'alternative

En attendant, nous partageons une expérience – chacun chez soi. Une sorte de fête – il est donc possible que la vie ait lieu sans que le centre de la vie soit la production/circulation/consommation de marchandises –, mais triste – une accumulation d'images cauchemardesques, de souvenirs traumatiques. Le délire ambiant relatif au divertissement numérique, aux écrans en général, incline du reste à nuancer le premier point ; mais on escompte aussi que le trauma nourrira le sentiment que le monde est décidément organisé de manière intolérable, qu'il aidera à légitimer la colère (« on a raison de se révolter »), à en mieux imposer les raisons, à hâter la comparution des responsables.

De fait, le sentiment de vivre une rupture s'impose, ce qui est plus agréable que d'évoluer dans le formol, ainsi qu'on en prend vite l'habitude. C'est peut-être l'idée, non pas que l'on « va dans le mur », comme on le dit souvent, mais que cette fois nous sommes bel et bien *dedans*, qui pourrait être amenée à se généraliser. Ce serait une excellente chose, parce qu'elle mettrait à l'agenda des décisions radicales. Avec la crise du Covid-19, notre époque se heurte à son point de réel, à de l'in-escamotable, à un fait, fort têtue : c'est bien ici et maintenant que se joue la survie ou la mort de notre espèce, et d'un bon nombre d'autres. L'enjeu pour nous n'est donc pas d'apprendre à survivre dans les ruines du capitalisme tardif – il n'en serait que trop heureux. On peut, on doit être plus ambitieux. À l'humble comme au puissant, il reste désormais soit à reconnaître et à accepter la division définitive de l'espèce humaine en deux catégories, ceux qui imaginent avoir les moyens de se mettre à l'abri, et puis la chair à canon du salariat, du sous-prolétariat et des hommes jetables, qu'une civilisation malade sacrifiera lors de chacune de ses montées de fièvres (la présente crise n'est qu'un signe avant-coureur d'une crise environnementale générale) ; soit à se montrer enfin capable d'agir autrement, en commun, chacun selon ses convictions et ses moyens, État social fort, équitable et redistributeur, *a minima*, réappropriation de la totalité de leurs moyens d'existence et réinvention de la manière même de faire monde(s) par l'ensemble des formes de vie terrestre librement associées, *a maxima*.

C'est la spirale de l'Histoire, sa danse macabre, à cent ans de distance l'alternative n'a pas changé, elle est seulement devenue mortelle : radicalisation du socialisme/invention du communisme – ou barbarie.

Liège (forcément), 28-29 mars 2020.

références

références

On lira en priorité les analyses du philosophe et anthropologue F. Keck, notamment [ici](#) et [là](#). On trouvera [ici](#) une remarquable revue de presse internationale, dont on extraira ↑ **1** deux brèves analyses de style marxiste, l'une du philosophe [Alain Badiou](#), l'autre du géographe [David Harvey](#). Plus près de nous, voir cette [réflexion de libraires bruxellois](#) et la contribution du philosophe [Edouard Delruelle](#).